



HAL
open science

École nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'un établissement. École nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg. 2012. hceres-02026280

HAL Id: hceres-02026280

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02026280v1>

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des établissements

Rapport d'évaluation de l'École
nationale du génie de l'eau
et de l'environnement
de Strasbourg



juillet 2012



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Rapport d'évaluation de l'École
nationale du génie de l'eau
et de l'environnement
de Strasbourg



Le Président de l'AERES

Didier Houssin

Section des établissements

Le Directeur

Philippe Tchamitchian

juillet 2012

Sommaire



Présentation	5
I – Une formation centrée sur l'ingénierie de l'eau et de l'environnement	5
II – Un positionnement spécifique dans l'enseignement supérieur du MAA	5
III – Une politique de rapprochement universitaire revendiquée	6
IV – Une politique locale de site affirmée	6
Gouvernance et stratégie	7
I – Un rapport d'autoévaluation bien renseigné	7
II – Une stratégie générale pertinente	7
III – Une gouvernance adaptée	7
IV – Un projet de regroupement qui ouvre des perspectives	7
Stratégie en matière de recherche	9
I – Un potentiel limité mais dynamique et productif	9
II – Une politique scientifique cohérente	9
Stratégie en matière de valorisation	11
I – Une structuration de la valorisation qui doit évoluer	11
II – Des partenariats ciblés en appui de la valorisation	11
Stratégie en matière de formation	13
I – Une formation d'ingénieur généraliste sur l'eau, l'environnement et les déchets	13
II – Une organisation pédagogique réactive	13
III – Le développement réussi de la formation d'ingénieur en apprentissage	14
IV – Des formations cohabilitées avec l'université	14
V – Un projet de déménagement qui ouvre des perspectives d'ouverture de nouvelles formations	14
VI – Une offre de formation continue adaptée à la demande des professionnels	14
Stratégie en matière de vie étudiante	15
I – Des étudiants encore peu impliqués dans les conseils mais présents dans la vie associative	15
II – Une qualité de vie étudiante qui bénéficie du rattachement à l'Unistra	15

Stratégie en matière de partenariats	17
I – Une politique de partenariats pour créer des synergies	17
II – Des relations avec les collectivités territoriales privilégiées et des liens étroits avec les entreprises	17
Stratégie en matière de relations internationales	19
I – Une volonté affichée d'ouverture à l'international, mais des résultats encore limités	19
II – Des accords transfrontaliers encore en devenir	19
Pilotage opérationnel et gestion administrative	21
I – Une organisation efficace mais peu lisible	21
II – Un pilotage des ressources humaines en adéquation avec la stratégie de l'école	22
III – Une situation financière saine qui doit permettre une gestion pluriannuelle des objectifs	22
IV – Une offre importante de services informatiques, un système d'information en cours de mutation	22
V – Un investissement considérable dans l'immobilier	22
Conclusion et recommandations	25
I – Les points forts	25
II – Les points faibles	25
III – Les recommandations	26
Liste des sigles	27
Observations du directeur	29
Organisation de l'évaluation	31

Présentation



L'École nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg (Engées) est un établissement public à caractère administratif, sous tutelle du ministère en charge de l'Agriculture¹. L'école est désormais rattachée, depuis 2007 à l'université Louis Pasteur, à l'université de Strasbourg (Unistra), en tant qu'école externe au titre de l'article L 719-10 du code de l'Éducation qui lui confère son autonomie juridique et financière. Elle est hébergée dans des locaux (7 500 m² Shon) de la ville de Strasbourg, non loin du campus centre de l'Unistra.

L'école ne remplit pas les conditions pour passer aux responsabilités et compétences élargies (RCE). Ses recettes en 2010 étaient de l'ordre de 4 M€, pour moitié en ressources propres.

L'Engées dispose² de 70 agents (titulaires et contractuels) permanents pour l'ensemble de ses activités. Elle a 20 cadres scientifiques (14 enseignants-chercheurs (EC), 3 cadres de recherche et 3 ingénieurs³) pour ses activités de recherche et de formation. Le personnel administratif et technique est à la rentrée 2011 constitué de 36 titulaires et 10 contractuels, la plupart en CDI. Une dizaine d'entre eux participe à l'enseignement, comme 350 intervenants extérieurs qui assurent la moitié des heures d'enseignement.

L'Engées est évaluée pour la première fois par l'AERES. L'analyse du dossier de l'établissement fait ressortir les quatre thèmes qui suivent.

I – Une formation centrée sur l'ingénierie de l'eau et de l'environnement

Avec un total de 450 étudiants accueillis en 2011, l'Engées forme d'abord des ingénieurs en trois ans dans les domaines de l'eau et de l'environnement, en formation initiale sous statut étudiant et, depuis 2009, sous statut apprenti.

L'offre de formation initiale comprend également des formations cohabilitées avec l'université, deux licences professionnelles et six spécialités de masters.

La formation continue (800 stagiaires en 2011) propose, à côté de formations courtes sur catalogue, des formations diplômantes dont trois mastères spécialisés labellisés par la Conférence des grandes écoles (CGE).

II – Un positionnement spécifique dans l'enseignement supérieur du MAA

L'Engées est intégrée au réseau national des établissements d'enseignement supérieur du MAA mais son positionnement thématique, en marge de l'agronomie, l'a placée en dehors de la structuration en pôles de compétences engagée dès 2005. La question de son rattachement en tant que membre associé au futur établissement public de coopération scientifique (EPCS) national Agreenium⁴ regroupant les principaux établissements de formation et recherche en agronomie reste également posée.

Mais, seule école à aborder l'ingénierie de l'eau dans toute sa généralité (gestion de la ressource, assainissement, déchets, environnement), l'Engées présente pour son ministère de tutelle un intérêt majeur et affirmé.

¹ Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire (MAA).

² Tous les chiffres, fournis par l'école, concernent la rentrée 2011.

³ Les ingénieurs des corps des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement (IAE) et des ingénieurs des ponts, des eaux et forêts (IPEF) participent à la recherche et ne doivent pas être considérés comme des IATOSS.

⁴ Agreenium est un consortium qui regroupe l'Inra, le Cirad, AgroParisTech, Agrocampus Ouest, Montpellier SupAgro et l'École nationale vétérinaire de Toulouse, à laquelle s'est désormais substituée l'Institut national polytechnique de Toulouse.

III – Une politique de rapprochement universitaire revendiquée

L'Engees a fait du rapprochement avec son université de rattachement l'un de ses axes stratégiques. Cela s'est traduit par l'entrée de l'école dans le cadre du LMD avec ses formations cohabitées et, en recherche, par son implication dans des UMR. Un regroupement en un même lieu des unités de recherche et des formations de l'Engees et de l'École et observatoire des sciences de la terre (EOST) est inscrit dans le plan Campus de l'Unistra à l'horizon 2016.

IV – Une politique locale de site affirmée

L'école participe, sur Strasbourg et sa région, au développement d'un pôle lisible et compétitif sur l'eau et l'environnement, le pôle de compétitivité Hydreos. En sus du rapprochement universitaire, les collaborations avec l'enseignement technique agricole (recherche, formation, transfert de compétences) comme le partenariat en recherche avec l'Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (IRSTEA) s'inscrivent dans cette même perspective.

Gouvernance et stratégie



I – Un rapport d'autoévaluation bien renseigné

Le rapport d'autoévaluation n'a pas été préparé sous la responsabilité du directeur actuel (nommé fin 2011) mais l'équipe actuelle dans son ensemble reprend à son compte le contenu de ce rapport, en particulier, ses orientations stratégiques. L'essentiel des éléments pour comprendre les objectifs de l'école y figure, mais la stratégie à long terme ressortirait plus clairement si les axes stratégiques étaient hiérarchisés et mieux articulés entre eux, pour dégager ce qui est prioritaire ou moteur.

II – Une stratégie générale pertinente

Tout en gardant sa place dans l'enseignement supérieur agricole et son identité reconnue sur le créneau porteur "eau et environnement", l'Engees s'est engagée dans une stratégie de partenariats : rapprochement avec son université de rattachement et d'autres écoles dans le cadre d'une politique de site, d'une part ; coopérations suivies avec les collectivités territoriales et l'ensemble du secteur socioéconomique concerné par ses thématiques, d'autre part. Cette politique lui a permis de compenser la faiblesse de ses ressources humaines, par rapport à ses besoins en recherche et formation. Ces choix stratégiques se sont avérés bénéfiques pour l'image et la reconnaissance de l'école à l'échelle de Strasbourg et de sa région, ainsi qu'au sein des milieux professionnels. Les conditions du développement futur de l'Engees, dans le contexte d'un paysage universitaire alsacien encore en évolution avec notamment la constitution d'un *cluster*¹, devront être appréciées, en concertation suivie avec le MAA et l'Unistra.

Les objectifs du contrat pluriannuel qui s'achève fin 2012 ont été atteints, à l'exception du développement des échanges transfrontaliers restés en deçà des ambitions affirmées.

III – Une gouvernance adaptée

Autour du directeur, un comité de direction de 12 personnes (directeur adjoint, secrétaire générale, chefs de service, cadres des UMR et chargés de mission) met en œuvre les orientations du conseil d'administration (CA) et définit les règles communes de pilotage. L'équipe est représentative des composantes de l'école et les responsabilités y ont été précisées, voire redistribuées. La fonction de directeur adjoint n'est pas exercée à temps plein. L'école étant un petit établissement où il est facile de se réunir, d'éventuels défauts de communication peuvent être compensés, mais les liens entre équipe de direction et services, ainsi qu'entre services, pourraient être plus formalisés.

Au sein du CA et du conseil scientifique (CS), les partenaires scientifiques et les acteurs locaux, bien représentés, sont force de réflexion et de proposition dans l'élaboration des objectifs stratégiques.

Il manque en interne une vraie dynamique d'appropriation collective des objectifs retenus. Ainsi, le projet de regroupement évoqué à plusieurs reprises dans le rapport d'autoévaluation ne fait pas l'objet d'une mobilisation de l'ensemble des acteurs concernés.

IV – Un projet de regroupement qui ouvre des perspectives

Les formations de l'Engees et de l'EOST, et les trois UMR auxquelles l'école participe, devraient être regroupées en un même lieu d'ici 2016. L'école a déjà prévu le financement du déménagement mais les besoins immobiliers doivent être examinés en lien avec les objectifs de recherche et de formation en mettant à profit toutes les mutualisations possibles. Ce sont en effet les synergies développées par ce regroupement qui offriront une marge de progression (en nombre d'étudiants, nouvelles formations, ouverture internationale, etc.).

Sur ce dossier majeur pour le devenir de l'école, le comité s'étonne de l'absence, à ce stade, d'études de programmation et d'implication des différents acteurs dans la réflexion.

¹ Regroupement envisagé des universités alsaciennes, de leurs établissements rattachés, des organismes de recherche et de collectivités territoriales.

Stratégie en matière de recherche



I – Un potentiel limité mais dynamique et productif

La recherche est apparue dans les priorités de l'Engees en 1995, année du premier recrutement d'un EC en plus des ingénieurs des corps techniques de l'État. L'école a, depuis, poursuivi une politique de développement, de regroupement et d'adossement de son potentiel de recherche à des laboratoires travaillant sur des thématiques complémentaires, toutes dans le domaine de l'eau. Cette politique est bien identifiée dans le contrat d'établissement. Le potentiel humain, avec 20 cadres scientifiques (ingénieurs et EC), reste encore limité bien que son augmentation figure parmi les objectifs de l'école.

La structuration actuelle, initiée en 2009, s'appuie sur trois UMR. Le laboratoire de SHS appliquées aux politiques publiques Gestion territoriale de l'eau et de l'environnement (GESTE), UMR IRSTEA-Engees avec l'Engees comme tutelle principale, accueille six cadres de l'école et quatre de l'IRSTEA. L'Engees est tutelle secondaire de l'Institut de mécanique des fluides et des solides (IMFS), UMR CNRS-Unistra-INSA, avec huit cadres de l'Engees pour un effectif total de 45 personnels scientifiques. L'intégration de ce laboratoire comme département de l'institut Icube (I³ pour ingénierie, informatique, imagerie), porté par l'Unistra, est prévue au 1^{er} janvier 2013. L'Engees est aussi tutelle secondaire du Laboratoire d'hydrologie et de géochimie de Strasbourg (LHyGeS), UMR CNRS-Unistra, avec six cadres de l'école sur un total de 40.

Les laboratoires bénéficient d'un soutien financier récurrent de la part de l'Engees (3 000 € par an et par chercheur) qui n'est pas versé aux laboratoires mais se fait sous forme d'un droit de tirage individuel sur le budget de l'école, ce qui en limite la portée structurante.

Le dynamisme et la productivité dont font preuve les cadres scientifiques constituent un incontestable point fort de l'école. Cela se traduit par une production importante notamment en termes de publications, avec la participation à de nombreux projets et une grande activité contractuelle. Ce dynamisme se retrouve dans une forte implication en enseignement, d'où un lien étroit entre recherche et formation.

17 doctorants encadrés par les six cadres habilités à diriger des recherches (HDR) de l'école¹ sont inscrits dans les écoles doctorales de l'université ; ils sont tous financés. L'Engees participe au financement des contrats doctoraux grâce à ses conventions de recherche. L'école dispose de supports de formation complémentaire par la recherche (FCPR) réservés à des ingénieurs fonctionnaires (une thèse en cours dans ce cadre) ; des thèses sont cofinancées avec l'IRSTEA. S'il n'y a pas de contrat Cifre à proprement parler, plusieurs thèses sont financées en partenariat avec le monde socio-économique.

II – Une politique scientifique cohérente

La politique de recherche de l'Engees affichée est celle d'une recherche finalisée dans le domaine de la gestion de l'eau, dans toute sa généralité, au service des milieux économiques publics et privés et de la formation, initiale comme continue.

Consciente des risques de dispersion et de dilution des thématiques dans des partenariats multiples, au gré des sollicitations et des opportunités de financement, avec un potentiel humain limité et une charge d'enseignement lourde, la direction de l'établissement a fait le pari, réussi, d'un adossement de sa politique scientifique à celle de l'Unistra. En soutien à sa politique de recherche, l'école a choisi de transformer des postes d'ingénieurs et des supports de FCPR en postes d'EC et a lancé des actions incitatives en direction des nouveaux maîtres de conférences (avec soutien financier géré par le CS). La coordination de cette politique avec celle des laboratoires et la définition des profils de postes relèvent principalement du CS, où sont représentées les différentes tutelles. Le CS devra veiller à ce que l'Engees reste force de proposition pour éviter tout risque de décrochage entre la politique des laboratoires et celle de l'école.

¹ Chiffres de l'année 2011-2012, fournis par l'école.

Stratégie en matière de valorisation



I – Une structuration de la valorisation qui doit évoluer

La recherche conduite à l'Engées a vocation à produire des résultats attendus par les acteurs et professionnels de la gestion de l'eau. L'activité contractuelle est donc un élément important de la stratégie de l'école. La valorisation de la recherche relève de la direction de la recherche dont la mission principale consiste à suivre les conventions de partenariat passées par les personnels scientifiques des laboratoires (23 conventions en cours fin 2011 pour un montant total de 313 000 €). Le suivi de la valorisation demande cependant des profils professionnels spécifiques dont ne dispose pas l'école ; les indicateurs d'activité et de performance sont peu explicites, non analytiques, voire restent à développer. L'absence de véritable politique de valorisation, en particulier au niveau du laboratoire GESTE qui est le seul piloté par l'Engées, renforce le risque de dispersion de la valorisation et sa dérive vers une activité de simple prestation de services.

La situation devrait toutefois évoluer avec la création de la société d'accélération de transfert de technologie (SATT) Conectus Alsace ® dont l'Engées est actionnaire à hauteur de 1 %. La convention est en cours d'élaboration et il est prévu de transférer vers la SATT l'intégralité de la valorisation des laboratoires IMFS (intégré à Icube) et LHyGeS. L'activité de valorisation du laboratoire GESTE n'entrera cependant pas dans le champ de la SATT, l'IRSTEA partenaire ayant sa propre politique en la matière.

II – Des partenariats ciblés en appui de la valorisation

Dans l'activité contractuelle, deux actions, menées en partenariat, se distinguent particulièrement et la structurent :

- la première action concerne la chaire d'entreprise financée par le groupe Suez Environnement. La convention établie pour la période 2009-2012 devrait être reconduite pour trois ans. Elle comporte, en plus des parties formation et insertion professionnelle, un volet recherche et valorisation de la production scientifique. Un post-doctorant et l'accueil d'un enseignant-chercheur (maître de conférence - HDR), en délégation au laboratoire GESTE, ont été financés dans ce cadre ;
- la seconde concerne la participation de l'Engées au pôle de compétitivité national Hydreos. Dans un périmètre géographique recouvrant l'Alsace et la Lorraine, Hydreos a pour objectif de faire émerger des PME opérationnelles à l'exportation par l'innovation et par des partenariats recherche-entreprises. L'Engées héberge par convention l'antenne alsacienne du pôle (deux permanents). Les huit projets financés par Hydreos en 2011 ont impliqué les trois laboratoires de l'école.

Ces actions sont remarquables compte tenu de la dimension de l'école et soulignent bien l'orientation finalisée de la recherche.

Stratégie en matière de formation



I – Une formation d'ingénieurs généralistes sur l'eau, l'environnement et les déchets

L'Engees aborde dans sa formation d'ingénieurs (FI) le domaine de l'eau dans sa globalité (gestion de la ressource, assainissement, déchets et environnement), ce qui lui confère un positionnement spécifique par rapport à d'autres écoles qui ne traitent en formation que l'une ou l'autre de ces thématiques.

L'école forme en trois ans une promotion annuelle de 100 élèves, dont 70 sous statut étudiant (effectifs stabilisés). L'admission de ces derniers en 1^{ère} année se fait à plus de 80 % par les concours externes des classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) et une dizaine ont le statut d'ingénieur fonctionnaire. Les autres admissions sous statut étudiant sont sur titres, pour les titulaires d'un BTS, d'un DUT ou d'une licence.

Les ingénieurs de l'Engees sont formés à la conduite et au management de projets dans une approche pluridisciplinaire où, à côté des sciences de l'eau en général, droit, économie, gestion et SHS tiennent une place affirmée. La chaire d'entreprise Suez Environnement qui a permis le financement d'un professeur de sociologie au sein du laboratoire GESTE, qui développe le management des projets d'eau et de déchets avec enseignement de la maîtrise de l'ingénierie sociale de l'environnement, s'inscrit parfaitement dans cette perspective.

Autre caractéristique de la FI : sa professionnalisation. Environ 20 % du temps d'enseignement est consacré aux projets qui permettent une formation intégrée où l'équilibre entre enseignements fondamentaux et applications est salué par les élèves, comme par les partenaires ; ils sont surtout l'occasion d'échanges avec les milieux professionnels.

La préparation à l'emploi des futurs diplômés tient une place importante. Elle repose sur une bonne connaissance des métiers (fiches du Registre national des certifications professionnelles bien renseignées, journées sur les métiers), sur des entretiens individuels proposés aux étudiants (projet professionnel personnalisé) et sur l'aide à l'insertion professionnelle qui mobilise tous les partenaires et l'Amicale des anciens élèves (journées sur l'insertion, forum emploi,...). Le succès est là, avec 538 offres d'emploi transmises aux diplômés et un taux d'insertion de 96 % 18 mois¹ après la sortie de l'école.

II – Une organisation pédagogique réactive

L'offre de formation est précisée, ainsi que ses objectifs, dans le contrat pluriannuel. Elle est soumise à l'habilitation par la commission des titres d'ingénieur (CTI) ; la maquette actuelle est validée jusqu'en 2016. En interne, le pilotage de la formation mobilise trois conseils, le CA, le conseil des enseignants et, tout particulièrement, le conseil de l'enseignement et de la vie étudiante. En appui, la direction des études (8 personnes) est chargée de l'information, de l'orientation et du suivi des étudiants avec un inspecteur des études par promotion qui traite les difficultés repérées. La direction des études témoigne des qualités appréciables d'accessibilité et d'écoute.

Le personnel permanent de l'école assure une petite moitié des charges d'enseignement. L'autre moitié revient à des intervenants extérieurs (350 en 2010 pour toutes les formations), universitaires spécialistes en leur domaine ou professionnels du secteur privé comme public, professionnels surtout mobilisés pour les projets. L'école prend rapidement en compte, dans l'évolution des cursus, l'évaluation par les étudiants de leur formation et les retours que donnent les entreprises et collectivités des stages et collaborations. Du fait du caractère finalisé des recherches, souvent menées à l'instigation du milieu professionnel, l'enseignement est vite irrigué par les résultats de celles-ci.

L'école a dû s'adapter à une mutation rapide des débouchés de la formation. La moitié des élèves avait, il y a peu encore, le statut d'ingénieur fonctionnaire. Le recrutement par la fonction publique d'État étant devenu marginal (autour de 10 %), l'école s'est tournée vers les collectivités et le secteur privé pour de nouveaux débouchés et métiers.

¹ Réponse enquête CGE 2011.

III – Le développement réussi de la formation d'ingénieurs en apprentissage

Axe stratégique du contrat, la mise en place de la formation d'ingénieurs par apprentissage (FIPA) à la rentrée 2009 est réussie. Les objectifs ont été atteints : 30 apprentis par promotion ; même durée de formation ; même diplôme et désormais même rattachement à la direction des études (recommandation de la CTI) que pour la FI sous statut étudiant. La FIPA a une base commune avec la FI, mais son cursus est davantage tourné vers l'exploitation et les travaux. Elle est ouverte en priorité sur titres aux titulaires d'un Bac+2 ; un quart des effectifs est cependant issu des concours. On notera l'efficacité réelle des relations entre l'école et les entreprises ou les collectivités pour trouver des établissements d'accueil qui s'engagent pour trois ans, nécessairement réparties sur tout le territoire français et qui acceptent de prendre en charge le coût de la formation à l'école.

L'école, après cette mise en place réussie, doit maintenant mieux prendre en compte les spécificités de cette formation, pour faciliter l'intégration des apprentis dans la vie de l'école et leur garantir une égalité de traitement avec les autres étudiants.

IV – Des formations cohabilitées avec l'université

En complément des trois options de 3^e année de la FI, cinq spécialités de masters cohabilités avec l'Unistra, une avec l'université de Lorraine, permettent aux étudiants qui le souhaitent d'acquérir un deuxième diplôme (master) leur ouvrant des perspectives de poursuite d'études en recherche (thèse) ou à l'international (reconnaissance du master).

Pour le MAA, comme pour la CTI, la FI doit rester la mission première de l'Engées. Il convient donc de donner aux étudiants une information complète sur ces doubles cursus et leurs objectifs, sans en masquer les difficultés potentielles.

Deux licences professionnelles, cohabilitées avec l'Unistra et en partenariat avec l'enseignement technique agricole, sont proposées à des titulaires de BTS, DUT ou L2, avec pour débouchés les métiers d'assistants-ingénieurs. Certains étudiants s'orientent ensuite vers des masters ou tentent d'intégrer la FI.

V – Un projet de déménagement qui ouvre des perspectives d'ouverture de nouvelles formations

Le regroupement prévu de l'Engées et de l'EOST, sur un même site, devrait en principe permettre à l'école de porter sa promotion d'étudiant ingénieur (statut étudiant et statut apprenti) à 140 élèves. La création d'une option commune de 3^e année en hydrogéologie de bassin est envisagée.

VI – Une offre de formation continue adaptée à la demande des professionnels

L'Engées propose en formation continue (FC) courte, non diplômante, des sessions de deux à quatre jours sur catalogue (65 thèmes). Des cycles regroupant quatre ou cinq de ces sessions sont proposés comme préparation aux métiers de chargés d'études.

S'y ajoutent les trois mastères spécialisés, formations diplômantes du MAA, labellisées par la CGE et s'adressant à des professionnels de niveau Bac+4 ayant au minimum trois ans d'expérience.

L'activité de FC dans son ensemble traduit la réelle synergie entre l'Engées et les milieux professionnels.

Le dispositif de VAE n'a pas trouvé son public : en moyenne, sur dix candidats qui prennent contact avec l'école chaque année, cinq dossiers sont recevables, avec *in fine* un diplôme délivré.

Stratégie en matière de vie étudiante



I – Des étudiants encore peu impliqués dans les conseils mais présents dans la vie associative

Les étudiants de l'Enges connaissent l'existence des divers conseils mais sont peu informés de leur fonctionnement et de leur utilité. Il n'y a que peu de candidats à se présenter dans le collège étudiant et la participation aux élections est faible ; de plus, les dates de réunion ne tiennent pas toujours compte des impératifs de formation. C'est au CA que les élus étudiants se sentent le plus écoutés, principalement par les membres extérieurs et représentants du monde professionnel qui sont attentifs à leurs préoccupations en termes de formation. Les apprentis souhaitent s'impliquer dans les conseils et être associés aux évolutions de leur formation.

Les associations témoignent du dynamisme de la vie étudiante. Elles fédèrent presque tous les étudiants de formation initiale, encore très peu d'apprentis. L'AMENGEES, association des anciens de l'Enges, permet de conserver sur le long terme un lien entre élèves de l'école et met à disposition de tous un réseau professionnel qu'elle s'efforce d'étendre à l'étranger. Elle est régulièrement consultée par l'école et s'implique dans la réforme des cursus par des actions d'enquêtes.

Les surfaces dédiées à la vie étudiante manquent. Ces lieux de vie indispensables sont à prévoir dans le cadre du futur déménagement, mais aucune consultation des étudiants n'a encore été organisée à ce sujet.

La prévention de l'alcoolisme a été renforcée et bien acceptée : suppression de la licence dont disposait le foyer de l'Amicale des élèves, information des étudiants sur les risques psychosociaux et invitation du président de l'Amicale aux réunions du CHS.

Mis en place en concertation avec les intéressés, l'engagement étudiant sera valorisé dès la rentrée 2012 ; un à trois crédits ECTS sont envisagés pour les responsables de promotion, les élus des conseils et les membres de bureau d'association.

II – Une qualité de vie étudiante qui bénéficie du rattachement à l'Unistra

Le rattachement de l'Enges à l'Unistra donne aux étudiants le sentiment d'appartenance à une université qui a une identité forte. Il leur permet aussi, sur un plan pratique, de profiter de nombreux services : carte multiservices, accès aux installations sportives, etc. La médecine préventive est assurée par le Sumps de l'Unistra. Les services du Crous sont tous accessibles à ces derniers.

L'école a mis de nombreux dispositifs et moyens au service de la qualité de la vie étudiante. Certains restent cependant à améliorer : préservation de la demi-journée banalisée sans cours chaque semaine ; adaptation des rencontres spécifiques entre entreprises et élèves pour le public des apprentis, très demandeur ; édition anticipée des emplois du temps, pour permettre aux étudiants de mieux planifier leurs activités, notamment leurs déplacements (en particuliers pour des réservations SNCF à tarifs préférentiels).

A la rentrée 2012, le logiciel ADE fournira un emploi du temps prévisionnel en ligne. L'école aura également recours à *Google Apps* pour offrir un espace personnel de stockage informatique plus grand.

Stratégie en matière de partenariats



I – Une politique de partenariats pour créer des synergies

L'Engees revendique une politique active de partenariats aux plans local et régional.

Priorité affichée, le rapprochement avec l'Unistra a permis la mutualisation de services. Plus institutionnellement, l'école, représentée par son directeur, participe au *Collegium* Sciences, ingénierie et technologies de l'Unistra qui regroupe les écoles à caractère scientifique et les trois IUT. De création récente, cette structure, qui a vocation à renforcer le lien formation-recherche et favoriser l'échange de moyens entre ses membres, compte augmenter sa visibilité en recherche.

Au niveau régional, l'Engees est membre fondateur de l'association Alsace Tech qui regroupe les écoles d'ingénieurs, d'architecture et de management en Alsace, pour promouvoir ces écoles, porter des projets communs au service de l'insertion professionnelle (forum pour l'emploi annuel, avec une centaine d'entreprises et 2 000 étudiants concernés), de la création d'entreprises et de l'ouverture internationale. L'association a récemment mis en place, pour les jeunes ingénieurs du réseau, un master d'administration des entreprises, dans des conditions pédagogiques spécifiques, avec formation regroupée entre juin et janvier.

II – Des relations avec les collectivités territoriales privilégiées et des liens étroits avec les entreprises

Placé sous l'autorité du directeur, le service "entreprises et collectivités" est dédié aux relations partenariales. Ses principales missions sont de faciliter l'insertion des diplômés, l'accueil des stagiaires et des apprentis, d'assurer l'adéquation de la formation initiale et continue aux besoins des partenaires, de favoriser l'implication de ces derniers dans l'école, de soutenir les activités de recherche et développement dans les domaines d'expertise de l'école, et d'assurer des sources de financement extérieur (conventions cadre et taxe d'apprentissage). Ce service offre des prestations de qualité.

L'Engees, en formant des ingénieurs dans des domaines relevant des équipements des collectivités (eau potable, assainissement, déchets,...), intéresse directement celles-ci. Les collectivités recrutent régulièrement des diplômés de l'école et y envoient des cadres et des élus locaux en formation continue. Des représentations institutionnelles croisées et l'implication du service "entreprises et collectivités" permettent la définition d'axes prioritaires de partenariat au bénéfice des collectivités. Un contrat d'objectifs et de moyens avec le conseil régional (2009-2011) et plusieurs conventions cadre (avec la communauté urbaine de Strasbourg ou avec le syndicat des eaux du Bas-Rhin par exemple) attestent du partenariat effectif avec les collectivités locales sur les plans thématique comme financier.

Également impliqués dans les instances de l'école, dans la formation (près de 200 professionnels intervenants) et dans ses axes de recherche, les milieux socio-économiques assurent l'ouverture de l'école au monde de l'entreprise. Le bon réseau d'entreprises partenaires a contribué à la réussite de la formation en apprentissage. Premiers concernés par l'évolution des métiers dans leur champ d'activité, les milieux professionnels aident l'école à adapter sa formation à de nouveaux débouchés. Le secteur environnement et santé et la formation d'ingénieurs étrangers ou pour l'étranger (pays frontaliers) sont par exemple, de leur point de vue, à développer.

Stratégie en matière de relations internationales



I – Une volonté affichée d'ouverture à l'international, mais des résultats encore limités

Dans sa stratégie d'ouverture à l'international, l'Engees peut s'appuyer sur sa politique de partenariats pour compenser une visibilité internationale naturellement limitée par la taille de l'école. Elle devrait ainsi profiter de son rattachement à l'Unistra dont l'image internationale est incontestablement porteuse. Elle a également adhéré à l'Institut régional de coopération et de développement (IRCOD) qui regroupe autour des collectivités territoriales des établissements d'enseignement supérieur, des associations et des entreprises afin de soutenir des actions de coopérations décentralisées.

L'Engees impose aux étudiants ingénieurs d'effectuer un temps de stage ou d'études d'au moins quatre semaines à l'étranger, sur les thématiques de l'école. La durée moyenne des séjours est en fait de 4,6 mois depuis 2008. L'école accompagne cette mobilité : aide à la recherche de stages, cours de langues et soutien financier.

Les efforts pour favoriser la mobilité entrante et les échanges d'étudiants sont réels et quelques partenariats bilatéraux sont bien installés, comme détaillé ci-après.

Un accord avec le Maroc prévoit l'accueil en FI, chaque année, de deux élèves (bientôt trois) de l'Ecole Hassan II de Rabat, recrutés par concours sur place. La FC développe également des coopérations régulières avec le Maroc (Institut vétérinaire de Rabat, collectivités, direction de l'eau et de l'assainissement du ministère). Des échanges avec accords de doubles diplômes se font avec les universités de Santander en Espagne et de Cranfield en Angleterre (où 50 étudiants de l'école, sur 10 ans, ont obtenu un double diplôme). L'université de Laval a mis en place un *bachelor* en génie de l'eau, inspiré de la formation de l'Engees, et envoie des élèves effectuer à Strasbourg leur parcours international.

L'école organise ainsi l'accueil individualisé d'une quinzaine d'étudiants étrangers sur l'année (avec logements réservés et prestations auprès du Crous).

Des échanges d'étudiants ont été recherchés par réponses à appels d'offre avec l'Argentine ou le Brésil, avec un premier succès dans ce dernier cas (cinq élèves brésiliens accueillis à l'Engees).

Malgré une ligne budgétaire dédiée, les échanges d'EC sont limités, avec deux EC seulement en mobilité sortante (quelques mois au Canada, un an en Australie) et un nombre confidentiel de post-doctorants et EC étrangers. Le succès passera par le développement de collaborations de recherche.

Bien que figurant explicitement à son contrat, l'école n'a pas défini une véritable stratégie de développement à l'international. Dans le domaine de la formation, notamment les milieux professionnels du secteur sont demandeurs d'ingénieurs formés pour l'étranger ou d'ingénieurs étrangers formés par l'école.

II – Des accords transfrontaliers encore en devenir

Le développement d'accords européens, avec l'Allemagne en particulier, figure en objectif stratégique du contrat. Les coopérations restent cependant marginales et sans véritable structuration : des démarches individuelles ont initié des échanges avec Karlsruhe et une piste est explorée avec l'université de Freiburg.

Parmi les difficultés recensées : l'absence d'équivalence simple entre les formations d'ingénieurs et le frein de la langue. L'école recrute ses élèves sur tout le territoire et beaucoup d'entre eux ne sont pas culturellement des frontaliers. La maîtrise de l'anglais, exigée des étudiants, ne les incite pas à se tourner vers l'Allemagne

La participation de l'Engees, via l'Unistra, au réseau Eucor, qui a pour objectifs de faciliter la mobilité étudiante et les formations et recherches communes entre les universités du Rhin supérieur¹, devrait aider.

¹ Universités de Bâle, Freiburg, Karlsruhe, Mulhouse et Strasbourg.

Pilotage opérationnel et gestion administrative

I – Une organisation efficace mais peu lisible

Le pilotage opérationnel de l'établissement s'effectue en fonction des orientations définies par le comité de direction. L'efficacité des services administratifs et la qualité relationnelle entre personnels sont indéniables, mais l'organigramme des services et la répartition des tâches administratives au sein de l'école devraient être précisés pour gagner en lisibilité. Une coordination plus étroite entre les différents services pourrait ainsi être réalisée. Le contrat pluriannuel a été traduit en objectifs (31 fiches action) avec calendrier et indicateurs de résultats attendus mais il semble que les agents ne se soient guère appropriés ce plan d'action.

Sur le plan administratif, l'école a su mettre à profit son rattachement à l'Unistra. Elle bénéficie ainsi des ressources informatiques, numériques et documentaires, du système d'information ou encore des services à l'étudiant proposés dans le cadre de l'université. Le fait que l'agent comptable de l'école soit celui de l'Unistra en est encore un bon exemple.

L'Enges a développé une démarche qualité dans le cadre de son service de formation continue, aujourd'hui certifié ISO 9001. Cette procédure exigeante a permis d'améliorer certaines pratiques et de prêter une plus grande attention aux bases légales des décisions. Cette certification semble appréciée des partenaires de l'école et augmente l'attractivité de son offre de formation continue. L'école compte étendre cette démarche à l'ensemble des formations et services à échéance de trois ans.

II – Un pilotage des ressources humaines en adéquation avec la stratégie de l'école

N'étant pas passé aux RCE, l'établissement ne dispose que d'une faible autonomie dans la gestion de ses ressources humaines. La gestion des personnels titulaires est centralisée au niveau du ministère, l'école n'assurant que le suivi du nombre et de la nature des emplois fixés par sa dotation (58 ETP) et la gestion de proximité. Les personnels contractuels sont par contre entièrement gérés et payés par l'école, au niveau du secrétariat général et de la direction des études pour ce qui relève de la gestion des nombreux vacataires d'enseignement.

Si l'école en raison de sa petite taille est vulnérable à toute modification du nombre ou de la qualité de ses personnels par départ ou par promotion, elle a su mettre à profit les changements survenus. En adéquation avec sa stratégie en matière de recherche, elle a ainsi pris l'initiative de renforcer son potentiel d'EC par transformations et redéploiements internes. Alors que les moyens humains comme financiers rapportés au nombre d'étudiants sont importants (environ 16 000 € par étudiant pour la seule formation initiale), l'école ne dispose pas du personnel suffisant pour assurer l'ensemble des fonctions nécessaires à son fonctionnement. Elle a choisi de privilégier le pilotage à l'exécution, en externalisant bon nombre de services : accueil, entretien et maintenance, reprographie notamment, mais aussi des fonctions logistiques plus stratégiques comme l'accompagnement à la démarche qualité ISO 9001 ou la communication.

Les règles de gestion communes, conformes aux directives du comité de direction, sont établies en fonction des besoins des services. Par exemple, un référentiel des tâches précise les modulations possibles des services d'enseignement pour charges administratives, encadrement et évaluation des étudiants, animations pédagogiques, etc. Il permet d'établir le volume d'heures complémentaires et d'en faciliter la gestion.

L'école a développé un accompagnement spécifique de ses personnels (formations dédiées, action sociale), tout en profitant des possibilités offertes par son ministère de tutelle, comme par l'Unistra, en termes de formation, de médecine préventive, d'action culturelle.

Les instances statutaires (comité technique, comité hygiène et sécurité) sont régulièrement réunies, mais il semble qu'une explicitation plus poussée des décisions prises soit nécessaire : le dialogue social y gagnerait.

III – Une situation financière saine qui doit permettre une gestion pluriannuelle des objectifs

L'Engees disposait en 2010 d'un budget de 3,6 M€ en dépenses (hors masse salariale correspondant aux emplois statutaires qui représente 3,8 M€ sur le budget du ministère) et de 4,1 M€ de recettes¹. 27 % de ces dépenses ont été consacrés à des dépenses de personnel (dont une part importante de personnels contractuels de recherche), 62 % à des dépenses de fonctionnement et 11 % à l'investissement. La capacité d'autofinancement importante de l'établissement (920 000 €) lui a permis de couvrir l'essentiel des aménagements immobiliers réalisés entre 2008 et 2010. Le taux d'exécution du budget est élevé (97 % pour les dépenses de fonctionnement en 2010).

L'école dispose de ressources propres importantes (plus de 50 % de ses ressources) qui sont en augmentation dans un contexte de baisse des subventions publiques. Son importante activité de valorisation de la recherche a généré 313 000 € (8 % du total des ressources) de recettes liées aux contrats et prestations de recherche.

L'école dégage un résultat excédentaire depuis plusieurs années, sauf en 2011 où elle a entrepris plusieurs régularisations comptables et financières (notamment concernant la politique d'amortissement, avec un inventaire mobilier réalisé en 2010, et le rattachement réalisé des droits à l'exercice). Elle se trouve aujourd'hui dans une situation financière saine avec un fonds de roulement important (2,9 M€) et en constante augmentation, et une capacité d'autofinancement qui lui permettront de prendre en charge dans de bonnes conditions les dépenses liées au déménagement et au réaménagement futurs de l'école.

La direction est attentive aux questions de financement, qui relèvent du directeur adjoint, la coordination s'effectue de manière efficace : par exemple, les services de l'ordonnateur et du comptable sont en contact très réguliers. Des procédures de cartographie des risques et de contrôle interne ont été engagées. Il reste à l'Engees à aborder ses perspectives d'avenir dans une démarche pluriannuelle, notamment pour ce qui concerne la gestion immobilière, celle des ressources humaines et des contrats de recherche. Il lui faut également mettre en œuvre une comptabilité analytique. Sa participation à la SATT nouvellement créée va venir renforcer cette exigence.

IV – Une offre importante de services informatiques, un système d'information en cours de mutation

En matière d'informatique et de systèmes d'information, l'Engees propose de nombreux services (dont un intranet) à ses étudiants et personnels et bénéficie des outils et services mis en place par l'université. Les questions de sécurité informatique et de continuité de service sont prises en compte.

L'école avait réalisé un premier schéma directeur informatique en 2004 et vient d'en développer un second. La réflexion sur le système d'information n'est pas encore aboutie, mais l'école compte mettre en place des outils et logiciels en synergie avec l'Unistra : ADE pour la gestion des emplois du temps, Sifac pour la gestion financière, un même logiciel de gestion de la scolarité par exemple. Ce rapprochement pertinent avec le système d'information adopté par l'université est cohérent et se place dans une optique d'interfaçage des applications, certains processus nécessitant actuellement encore plusieurs saisies manuelles. L'école devra cependant être attentive à l'accompagnement au changement pour ses personnels, en particulier concernant les actions de formation à réaliser.

L'Engees participe activement à l'Université numérique en région Alsace (Unera).

V – Un investissement considérable dans l'immobilier

En matière immobilière, l'école s'est accommodée d'une configuration des lieux qui ne répond pas totalement à ses besoins. Elle a engagé de très importants travaux d'aménagement (jusqu'à rajouter des étages au bâtiment actuel afin d'assumer l'augmentation des effectifs), de remise aux normes et d'accessibilité entre 2007 et 2010, que l'école a pu financer en grande partie sur son budget propre. En contrepartie de ces travaux (2,3 M€), l'Engees dispose aujourd'hui d'un bail emphytéotique de la part de la communauté urbaine de Strasbourg.

¹ Chiffres 2010 fournis par l'Engees.

L'école n'a pas réalisé de schéma directeur immobilier dans l'attente de son futur déménagement et son schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI) est en attente de validation.

Le document unique d'évaluation des risques professionnels (Duer) de l'Engees est réalisé et les problématiques d'hygiène et de sécurité semblent maîtrisées, avec un responsable logistique et un agent chargé de la mise en œuvre (Acmo).

L'Engees a engagé de manière volontaire plusieurs actions dans le cadre du développement durable : séminaires, bilan carbone, politique d'achat, rationalisation des déplacements, etc. Il lui reste à se placer dans le cadre plus large d'un véritable plan vert.

L'investissement majeur de l'école reste à venir avec la constitution, dans le cadre de l'opération Campus, d'un pôle géosciences sur le site de la Manufacture des tabacs de Strasbourg, en partenariat avec l'EOST. L'école devra entamer rapidement une réelle réflexion sur ses besoins immobiliers en lien avec sa pédagogie et en profitant des mutualisations possibles avec les partenaires du site. En effet, le regroupement avec l'EOST ouvre le champ à de nouvelles coopérations ou synergies, qui doivent être réfléchies suffisamment en amont en y associant les différents acteurs de l'école.

Conclusion et recommandations



L'Engees, EPA sous tutelle du MAA et école externe de l'Unistra, est spécialisée dans l'ingénierie de l'eau abordée dans toute sa généralité (gestion de la ressource, assainissement, déchets, environnement).

Par son positionnement en marge de l'agronomie, elle est en dehors de la structuration en pôles de compétences des établissements de l'enseignement supérieur du MAA. Malgré sa petite taille (70 agents permanents, 450 étudiants), l'école a su conserver une identité forte qui tient à son domaine de compétence.

Sa stratégie de rapprochement universitaire, par son rattachement à l'Unistra, et de développement de nombreuses coopérations sur le plan régional, lui a été bénéfique : structuration de sa recherche au sein d'UMR, mise en place de la FI en alternance, offre de formation élargie (aux niveaux L, M et même D), visibilité accrue.

L'école a su capitaliser sur ses spécialités sans pour autant s'installer dans l'existant - si efficace soit-il en termes d'insertion professionnelle de ses diplômés - en restant réactive, grâce à ses partenaires, à l'évolution des métiers dans son champ d'expertise. Cette veille, quant aux besoins du secteur doit conduire à l'adaptation constante des formations, en lien étroit avec les nouvelles problématiques de recherche et leur valorisation. La thématique de l'eau concerne le monde entier et la demande en ingénieurs compétents est forte. La formation d'ingénieurs étrangers et pour l'étranger, en particulier pour les pays transfrontaliers, doit être développée malgré les difficultés rencontrées.

Le regroupement sur un même site de l'Engees et de l'EOST, prévu en 2016 dans le cadre du plan Campus de l'Unistra, ouvre de nouvelles opportunités de coopérations et de mutualisations. Celles-ci doivent être l'objet de réflexions concertées, menées suffisamment en amont pour qu'elles conduisent à un projet mobilisateur partagé, au-delà d'un simple réaménagement de locaux.

Un pilotage politique équilibré a été assuré pour adapter l'école à ses enjeux d'avenir entre une école nationale aux missions d'intérêt public que lui donne sa tutelle (formation, expertise, production et transfert de connaissances sur les thématiques de l'eau en général), et une école inscrite dans une dynamique régionale où enseignement et recherche se déclinent dans une politique de site autour d'un pôle universitaire fort, avec les risques inhérents pour l'école de dilution et de perte d'identité.

I – Les points forts

- Une activité contractuelle et partenariale très développée avec les collectivités locales et les entreprises, qui conduit à la définition de nouveaux axes de formation, de recherche et de développement.
- L'adossement à l'université et aux organismes de recherche des laboratoires, structurés en UMR.
- La pluridisciplinarité, et en particulier l'ouverture aux sciences humaines et sociales, pertinentes dans la formation des futurs ingénieurs à la conduite et au management de projet.
- La mise en place réussie de la formation d'ingénieurs par apprentissage.

II – Les points faibles

- Des choix stratégiques qui ne sont pas suffisamment partagés en interne pour devenir des projets mobilisateurs.
- Une réflexion prospective insuffisante en matière de gestion et un manque d'outils analytiques.
- Une absence de stratégie à l'international.
- Une communication insuffisante.
- Une articulation entre services administratifs peu lisible et peu formalisée.

III – Les recommandations

- Mener une réflexion stratégique sur les perspectives ouvertes en recherche et en formation par le regroupement futur de l'Enges et de l'EOST sur un même site. Organiser le projet sur le plan opérationnel pour le rendre mobilisateur et partagé en interne comme en externe.
- Garder une recherche finalisée et transférable tout en continuant de maîtriser le risque de dispersion thématique et la dilution dans des UMR où le potentiel humain de l'école est limité.
- Participer à l'évolution du paysage universitaire alsacien, en particulier à la constitution du futur *cluster* pour que l'Enges y trouve sa place.
- Développer la formation d'ingénieurs étrangers et d'ingénieurs pour l'étranger.

Liste des sigles

A

Acmo	Agents chargés de la mise en œuvre des règlements d'hygiène et de sécurité
ADE	Logiciel de planification d'activités
AERES	Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur
AMENGEES	Association amicale des anciens élèves de l'Enges

B

BTS	Brevet de technicien supérieur
-----	--------------------------------

C

CA	Conseil d'administration
CDI	Contrat à durée indéterminée
CGE	Conférence des grandes écoles
CHS	Comité d'hygiène et de sécurité
Cifre	Convention industrielle de formation pour la recherche
CNRS	Centre national de la recherche scientifique
CPGE	Classe préparatoire aux grandes écoles
Crous	Centre régional des œuvres universitaires et scolaires
CS	Conseil scientifique
CTI	Commission des titres d'ingénieur

D

D	(LMD) Doctorat
Duer	Document unique d'évaluation des risques professionnels
DUT	Diplôme universitaire de technologie

E

EC	Enseignant-chercheur
ECTS	<i>European credit transfer system</i> (système européen d'unités d'enseignement capitalisables transférables d'un pays à l'autre)
Enges	École nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg
EOST	École et observatoire des sciences de la terre
EPA	Établissement public à caractère administratif
EPCS	Établissement public de coopération scientifique
ETP	Équivalent temps plein
Eucor	Confédération européenne des universités du Rhin supérieur

F

FC	Formation continue
FCPR	Formation complémentaire par la recherche
FI	Formation d'ingénieurs
FIPA	Formation d'ingénieurs par apprentissage

G

GESTE	Laboratoire gestion territoriale de l'eau et de l'environnement
-------	---

H

HDR	Habilitation à diriger des recherches
-----	---------------------------------------

I

IAE	Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement
-----	--

IGREF	Ingénieur du génie rural, des eaux et des forêts
IMFS	Institut de mécanique des fluides et des solides
INRA	Institut national de recherches agronomiques
INSA	Institut national des sciences appliquées
IRCOD	Institut régional de coopération et de développement
IRSTEA	Institut de recherche pour l'ingénierie de l'agriculture et de l'environnement
ISO	Organisation internationale de normalisation
ITA	(Personnels) Ingénieurs, techniques et administratifs
ITEF	Ingénieur des travaux des eaux et forêts
ITR	Ingénieur des travaux ruraux
IUT	Institut universitaire de technologie

L

L	(LMD) Licence
L2	(LMD) Licence, 2 ^e année
LMD	Licence-master-doctorat
LHyGeS	Laboratoire d'hydrologie et de géochimie de Strasbourg

M

M	(LMD) Master
MAA	Ministère de l'agriculture de l'alimentation de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire

P

PME	Petite et moyenne entreprise
-----	------------------------------

R

RCE	Responsabilités et compétences élargies
-----	---

S

SATT	Société d'accélération de transfert de technologie
Shon	Surface hors oeuvre nette
SHS	Sciences humaines et sociales
Sifac	Système d'information financier analytique et comptable
SPSI	Schéma pluriannuel de stratégie immobilière
Sumps	Service universitaire de médecine préventive et de promotion de la santé

U

Unistra	Université de Strasbourg
UMR	Unité mixte de recherche
Unera	Université numérique en région Alsace

V

VAE	Validation des acquis de l'expérience
-----	---------------------------------------

Observations du directeur



Observations du directeur de l'École Nationale du Génie de l'Eau et de l'Environnement de Strasbourg
au rapport d'évaluation de l'AERES de juillet 2012

L'École a saisi avec intérêt le processus de sa première évaluation par l'AERES. Ce fut d'abord l'occasion pour elle et ses équipes depuis le printemps 2011 de refaire le point concernant ses enjeux et ses choix stratégiques dans la phase d'autodiagnostic, ainsi que de bénéficier d'un regard attentif et averti sur leur pertinence dans les échanges avec le comité d'experts en avril 2012. A ce double titre, l'ENGEES retire de ce temps d'évaluation des enseignements appréciables.

Le caractère, à plusieurs égards original, du positionnement de l'ENGEES a été complètement pris en compte par les experts de l'Agence au terme de cette évaluation approfondie. Il s'agit d'abord de l'appartenance au domaine des grandes écoles scientifiques et techniques (agronomie, vétérinaire, environnement, paysage) placées sous la tutelle du ministère en charge de l'agriculture. Par ailleurs, le rattachement comme école externe à l'université de Strasbourg depuis 2007 est aussi constitutif de l'identité de l'ENGEES. Il en est de même de la mission de former pour le ministère en charge de l'environnement des ingénieurs de l'Etat mettant en œuvre les politiques publiques de l'eau.

Sur un autre plan, école formant depuis plus de 50 ans d'abord des ingénieurs spécialistes de l'eau et de son environnement au sens large, entretenant des liens étroits notés avec les entreprises du secteur, sans connaître de difficulté pour leur placement professionnel, l'ENGEES a fait le choix de conserver cette originalité et d'approfondir son engagement dans cette voie porteuse. L'évaluation en reconnaît le succès, la réussite de la mise en place d'une voie de même ambition de formation d'ingénieurs par apprentissage et la pertinence d'une offre de formation élargie, notamment au moyen des masters spécialisés, masters et licences professionnelles cohabilités avec l'université de Strasbourg et l'université de Lorraine.

La reconnaissance comme point fort du placement de la recherche de l'établissement au sein de 3 unités mixtes vient conforter l'évaluation positive qu'ont connue récemment ces 3 laboratoires : l'institut de mécanique des fluides et des solides (IMFS) de Strasbourg, placé au 1^{er} janvier 2013 au sein du laboratoire des sciences de l'ingénieur, de l'informatique et de l'imagerie (ICUBE), qui produit une recherche finalisée saluée dont les transferts d'acquis restent une force et une priorité pour l'école; le laboratoire d'hydrologie et de géochimie de Strasbourg (LHYGES) qui vise l'excellence dans le domaine des transferts des polluants; le laboratoire GESTE (gestion territorialisée de l'eau) avec IRSTEA, sur lequel s'appuie l'ouverture aux sciences humaines, noté comme point fort de l'école dans la formation des ingénieurs à la conduite et au management de projet.

Comme l'ensemble de l'équipe de direction, je m'approprie pleinement les conclusions de cette évaluation. Au-delà des confirmations de pertinence de nos choix stratégiques, nous nous reconnaissons dans cette image en retour. Cela vaut notamment pour la légitimation de l'équilibre dynamique à trouver et à conserver entre ancrage thématique et structurel national et appartenance vivante à l'ensemble universitaire strasbourgeois dans toutes ses dimensions. Nous l'entendons aussi pour la poursuite de l'affirmation de positionnements ouverts et ambitieux sur les nombreux partenariats engagés, sans remettre en cause nos spécificités et les bases de notre culture. Nous prenons acte de la reconnaissance de nos points forts comme encouragements à poursuivre et à développer les axes stratégiques qui les sous-tendent, dans cet esprit.

Nous notons avec intérêt l'invitation à poursuivre avec la même détermination la concrétisation des ambitions du projet Géosciences Eau Environnement et Ingénierie (G2EI), consistant à regrouper géographiquement l'ENGEES, l'EOST et les unités de recherche qui y sont liées à l'horizon 2016, dans le cadre du plan Campus de l'université de Strasbourg, mais aussi à concrétiser, après les avoir préparées en amont, les perspectives ainsi ouvertes en matière de recherche et de formation. Tel est bien le sens de notre engagement sur ce dossier complexe porté par l'université et associant, outre les partenaires mentionnés, plusieurs financeurs.

1 quai Koch – BP 61039 – F – 67070 Strasbourg Cedex – Tél : +33 (0)3 88 24 82 82 – Fax : +33 (0)3 88 37 04 97
E-mail : contact@engees.unistra.fr <http://engees.unistra.fr>

Nous notons la nécessité de poursuivre les efforts pour mieux faire partager en interne ces axes stratégiques. L'appropriation généralisée des choix stratégiques est un enjeu fort pour l'ENGEES au regard du niveau d'ambition affiché pour l'avenir. Il s'agit ainsi de rendre plus lisible notre stratégie à l'international, mais également d'obtenir des résultats amplifiés, notamment en matière d'échanges, en concrétisant davantage les nombreux partenariats établis ces dernières années sur l'ensemble des continents. Il nous est aussi nécessaire de préciser nos choix et méthodes de communication. Sur ce point, le comité de direction a déjà conduit une première démarche de réflexion collective et arrêté des premières voies de progression. La poursuite de la clarification de notre organisation interne, dans le même temps que notre investissement en outils analytiques et en matière de gestion, telle que préconisée par le comité, est aussi présente dans notre plan de charge. Elle sera menée de pair avec la conduite du chantier structurant de généralisation de la démarche qualité, déjà réalisée et réussie pour la formation professionnelle, à l'ensemble de la formation des ingénieurs.

Les recommandations formulées en ce sens à l'issue de l'évaluation constituent pour moi, au même titre que la validation des orientations stratégiques essentielles de l'établissement, des éléments consistants pour une feuille de route de navigation prometteuse mais délicate, en vue de poursuivre nos adaptations en conservant notre identité, dans un univers multipolaire marqué et dans un contexte général de priorité donnée aux fusions sur les coopérations.

Fait à Strasbourg, le 18 juillet 2012



Jean-François Quéré
Directeur de l'ENGEES

Organisation de l'évaluation



L'évaluation de l'Engees a eu lieu du 03 au 05 avril 2012. Le comité d'évaluation était présidé par Claudette **Lapersonne**, professeure des universités, université Paris Diderot, ancienne directrice de l'IUFM de l'Académie de Paris.

Ont participé à l'évaluation :

Anais **Daburon**, étudiante en master à l'université de Bourgogne ;

Frédéric **Forest**, directeur général des services de l'université de Rouen ;

Alain **Trouillet**, professeur des universités à l'université Jean Monnet de Saint-Etienne ;

Egizio **Valceschini**, directeur de recherche à l'INRA, représentant français au *Standing committee on agricultural research* ;

Pierre **Vezole**, directeur scientifique, Eiffage Construction.

Patrick **Garnier**, délégué scientifique et Dora **Chertier**, chargée de projet représentaient l'AERES.

L'évaluation porte sur l'état de l'établissement au moment où les expertises ont été réalisées.

Delphine **Lecointre** a assuré la PAO.